



Madame L'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD,

Une seule question...

Qu'attendons-nous ?

Qu'attendons-nous pour que les collèges passent eux aussi à la demi-jauge afin de limiter le brassage des élèves et éviter que cette pandémie continue de se propager ? Car si au niveau national nous pouvons faire mentir les chiffres, il suffit de se promener dans notre département pour voir à quel point le tissu scolaire est rongé par cette pandémie ; autant que celui du masque d'un enseignant de maternelle après sa première heure de classe.

Qu'attendons-nous pour fermer les écoles sinistrées dans notre département. Des écoles où la moitié des élèves viennent tour à tour. Des écoles où la moitié des enseignants sont en isolement ou touchés par la Covid. Des écoles où l'autre moitié de l'équipe pédagogique se mobilise pour tenir le cap et faire face à leur devoir d'accueil. Des écoles qui, en guise de soutien, reçoivent dans le meilleur des cas, une brigade départementale pour 5 à 6 absents. Des écoles comme Giono ou Camus au Mée sur Seine mais aussi Sisley à la Rochette, les Capucins à Melun ou Moulin Clair à Ponthierry... mais la liste évidemment ne s'arrête pas là. Il paraît même que par endroit ce sont des animateurs qui assurent la garderie... Car le terme n'est pas galvaudé, il s'agit bien, là, de la mission que nos dirigeants nous imposent.

Quel est l'intérêt pédagogique de faire classe à la moitié de ses élèves quand on n'a pas le temps matériel d'adapter ses cours pour du distanciel ou même de prendre contact avec les absents ? Absentéisme parce que positif au virus ou cas contact ou même tout simplement parce que les parents ne souhaitent pas faire profiter leur progéniture de ce bouillon de culture. Remarquez bien que nous n'avons pas parlé d'immersion culturelle...

Nous savons même que des directeurs ont reçu des demandes de leur IEN pour ne pas se déclarer cas contact alors qu'ils l'étaient... Quelle confiance peut-on accorder alors au traitement de cette pandémie ?

Il serait sans doute plus simple et plus efficace de fermer au plus vite les établissements touchés et de réinstaurer le distanciel à seulement quelques encablures des vacances de Printemps. La très grande majorité des enseignants sont maintenant rompus à cet exercice et la cacophonie de l'an dernier n'aurait pas lieu.

Mais voilà chaque jour qui passe est un jour gagné. Gagné sans doute pour l'économie mais nous ne sommes pas loin de penser qu'il sera perdu pour bon nombre de nos élèves.

Nous sommes 16 départements concernés par des mesures restrictives plus importantes. Mais aucune règle particulière ne concerne l'enseignement et les enseignants sans oublier les AESH et les Atsems.

Pas de fermetures, pas de télétravail, pas de demi-jauge, pas de priorité sur les tests et la vaccination.

Comme si Madame Covid avait décidé de faire l'enseignement à la maison et prenait bien soin d'éviter tous les établissements scolaires.

Cessons d'attendre et agissons !

Fermons les classes et les écoles dès les premiers cas et avant la flambée de l'épidémie. Nous ne parlons pas de fermeture générale mais bien de celles d'établissements ciblés.

Testons à grande échelle mais là aussi, dans les écoles, collèges, lycées qui semblent être en délicatesse. Abandonnons les plannings anticipés trop longtemps à l'avance et prenons le chemin le plus court vers les malades. Les collègues de Giono nous disaient qu'aucune campagne de tests n'était encore passée chez eux alors qu'ils tirent la sonnette d'alarme depuis plus d'une semaine.

La Seine et Marne est en état d'urgence. Les hôpitaux sont saturés, les établissements scolaires et les cantines sont des clusters actifs ou clairement des lieux à haut risque. Les chiffres de la contamination sont largement supérieurs dans le milieu scolaire que dans les entreprises pourtant ces dernières sont sommées de privilégier le télétravail. Cherchez l'erreur...

Nous ne sommes pas naïfs et nous savons que les méandres administratifs sont souvent des freins à la réactivité mais ne sommes-nous plus en guerre ?

Le Se-Unsa 77 en appelle donc à la responsabilité des pouvoirs politiques, des élus locaux au président de la République.